

ABONNEMENTS :

SIX MOIS. UN AN.

Paris. . . 5 fr. 10 fr.



# LA FAMILLE

ORGANE POLITIQUE, SOCIAL, LITTÉRAIRE ET SCIENTIFIQUE DES INTÉRÊTS GÉNÉRAUX.

## A NOS ABONNÉS.

Nous ne renonçons pas au projet de paraître quotidiennement ; des empêchements, indépendants de notre volonté, sont venus suspendre notre périodique projetée. Nous nous arrêtons, pour le moment, à l'idée de continuer notre publication hebdomadairement. Les intérêts, dont nous nous prétendons les organes officiels, exigent, pour leur défense et pour la propagande de leurs principes, un retour plus fréquent de rédaction. Nous allons donc paraître toutes les semaines. Nos abonnés, sans autre rétribution que le premier prix de leur abonnement, auront donc à profiter de l'extension de notre publicité. Il est juste qu'ils soient indemnisés de la courte suspension qu'ils ont eu à subir. Si le journal, comme nous en avons la pensée et l'espoir, vient à paraître tous les jours, ces mêmes abonnés primitifs auront pour eux le bénéfice de la quotidienneté. Nous nous contenterons de leur demander en échange, qu'ils veuillent bien coopérer au succès de la Famille. Il leur sera même fait une remise sur les abonnements qu'ils nous procureront. Il est bien entendu que tout abonné nouveau ne recevra la Famille qu'au prix de 10 fr., et payé d'avance, au siège du journal. Toute lettre non affranchie est refusée. Quant aux anciens abonnés qui, sous un prétexte quelconque, ont refusé de faire honneur à leur signature d'abonnement, ils sont avertis que si, d'ici au 15 juillet, ils n'ont pas satisfait à leur engagement, le journal cessera de leur être envoyé, sous réserve toutefois du paiement des numéros qu'ils auront reçus. Nous sommes en mesure de ne plus suspendre notre publication, et les encouragements que l'honnêteté de notre rédaction nous ont fait parvenir de tous les points de la France, sont pour nous une garantie de la continuation des mêmes sympathies. Nous ferons de plus en plus nos efforts pour mériter l'estime que nous avons justement acquise. Rien ne nous détournera de la voie honorable dans laquelle nous avons marché. Nous sommes certains du concours des directeurs les plus intelligents et les plus dignes, qui sont venus, à plusieurs reprises, nous solliciter de réparaître le plus promptement possible. La Famille justifiera pleinement son titre de *Moniteur* par la production des documents toujours puisés à des sources authentiques.

## Louis-Napoléon Bonaparte, Représentant.

Le peuple, en nommant le neveu de l'Empereur Napoléon, s'est montré conséquent avec lui-même. Cette nomination, qui a fait feu comme une trainée de poudre, est sortie pour ainsi dire du cœur de la patrie, comme une protestation contre les triomphes de la Sainte-Alliance. La chute de Napoléon fut l'œuvre de l'Étranger. La loi de proscription qui frappa sa famille, semblait peser sur nous comme une insulte partie de Londres et de Vienne. C'est pour secouer les ignominies du passé, que la nation française redonne au sang de l'Empereur les témoignages de son impérieuse reconnaissance. Ce n'est pas un acte politique contre le Gouvernement républicain qui vient de se produire, c'est l'élan du sentiment national qui fait explosion contre les outrages de l'Europe oligarchique.

Il fallait comprendre la portée de cet événement, dans le sens des susceptibilités du pays. Alors on se serait épargné toutes ces déclamations qui n'ont abouti qu'à l'impuissance du pouvoir exécutif, en face du vœu patriotique du peuple.

Déjà les précédents étaient établis, l'entrée dans la représentation de deux Bonaparte, envoyés par la Corse, avait abrogé virtuellement, souverainement, nationalement la loi de bannissement dont on a invoqué le principe contre le petit-fils de l'impératrice Joséphine. C'était une maladresse d'y revenir. La commission exécutive a commis une grande faute; elle a donné plus de popularité au prince citoyen qu'on voulait exclure. Une faute en politique entraîne toujours ses conséquences naturelles; il est évident que les hommes qui mènent la révolution de février ont peur du prisonnier de Ham. Ce premier tort en a fait naître un second, celui de s'armer d'une loi contre-révolutionnaire contre l'un des plus nobles Représentants de la révolution. On aura beau faire, l'Empereur n'était aux yeux du peuple que le principe démocratique incarné. Quoi! républicains de la veille, vous vous faites Bourbons contre un Bonaparte! quelle idée avez-vous donné de vous à ce peuple si intelligent qui va toujours au fond des choses? Vous avez paru continuer la politique de Louis XVIII et de Louis-Philippe, à l'égard du neveu de son héros. Croyez-vous que cette inconscience ne vous ôte pas de votre force morale dans l'esprit du peuple?

Si vous aviez organisé pour la France de véritables éléments de prospérité, on vous eût permis peut-être cette violation de la logique nationale. Mais le pays est inquiet, mécontent; il n'a pas une foi profonde dans votre génie créateur; et c'est, lorsqu'il souffre et qu'il ne sait comment espérer, que vous venez blesser ce qui est plus fort que les principes, ses sentiments.

Une telle aberration l'a piqué au vif. C'est d'en bas surtout qu'est parti le cri réprobateur.

Pendant 3 jours les rues de la capitale ont été parsemées de groupes d'ouvriers qui se prononçaient énergiquement en faveur de l'ennemi de Louis-Philippe. Ils prétendaient avoir nommé le prince Louis-Napoléon pour leur satisfaction personnelle; ils sont déterminés à le vouloir comme Représentant, et vous voulez le leur ôter subrepticement. Ils n'ont pas donné dans le piège; ils ont persisté dans leur volonté, et vous avez été condamnés à lui donner gain de cause; car enfin c'est le peuple qui règne.

Le jour où M. Lamartine a présenté le projet de bannissement nouveau, en excitant les mauvaises passions de l'Assemblée, en jouant une sorte de comédie peureuse, il s'en est peu fallu que le décret ne passât. C'eût été un grand malheur; le prince était grandi d'autant. La nuit a porté conseil; l'Assemblée nationale, revenue de ses impressions fantasmagoriques, a repris le sens droit de l'opinion; et, malgré les efforts très éloquentement habiles du citoyen Ledru-Rollin, c'est la logique française qui l'a définitivement emporté. Cet acte de sagesse a sur-le-champ fait redescendre l'effervescence populaire. Il était temps, l'exclusion de Louis-Bonaparte allait faire éclater dans les masses une explosion dangereuse; l'armée et la garde nationale auraient fini par se laisser gagner au mouvement de l'esprit populaire. On ne peut savoir ce qui aurait pu surgir de cette imprudence. L'imprévu est le génie de la France.

On a donc bien fait de sanctionner le droit, et de ne pas violenter une portion de la souveraineté nationale résidant, par les votes, dans la personne de Louis-Napoléon Bonaparte. Il est citoyen au même titre que tout le monde. Il a conspiré contre le gouvernement de Louis-Philippe comme ses émules Marrast, Ledru-Rollin et consorts; et il est de plus le neveu du grand homme que l'Angleterre a assassiné, en haine de la France.

Louis-Napoléon est et sera le représentant d'un sentiment national très pur. Satisfaction est donnée dans sa personne à l'opinion publique. Pour être fort, il faut marcher avec elle; l'opinion voulait une réparation publique contre les ignominies de 1815. — L'admission de Louis-Napoléon dans la grande famille est le Waterloo de l'esprit public et du bon sens du peuple. La patrie est toujours reconnaissante envers ses grands hommes.

Maintenant que Louis-Napoléon Bonaparte avait été admis en principe, restait à juger la question de sa qualité de Français: ici le Gouvernement aurait dû ne pas recommencer la comédie. Puisque c'est un acte de reconnaissance nationale qui nomme le neveu de Napoléon, en conscience peut-on mettre en question sa qualité de Français? Le sang du grand homme serait-il renié? Mais allons au fond de la question, et discutons ce qui n'est pas discutable: on dit que Louis-Napoléon a été naturalisé Suisse. Cette objection prouve l'ignorance de ceux qui la formulent; jamais Louis-Napoléon n'a cessé de rester Français. Qu'on sache bien une chose, c'est qu'en Suisse, il y a des citoyens de Berne, de Zurich, de Neuchâtel, de Lausanne; mais que le titre générique de citoyen suisse est réservé aux personnages de haute distinction qui ont rendu des services à la Confédération helvétique. Qu'on sache bien que l'illustre maréchal Ney est le seul des étrangers qui ait partagé cet honneur avec le prince Louis-Napoléon Bonaparte. Il n'y a rien là qui ne soit parfaitement honorable. Le maréchal Ney en resta-t-il moins Français sous l'empire? Pourquoi la Diète a-t-elle conféré le titre de citoyen au prince Napoléon? C'est pour lui témoigner sa satisfaction pour un ouvrage que venait de publier ce prince sur la constitution, ouvrage qui renfermait dix ans à l'avance toutes les modifications pour lesquelles la Suisse démocratique, l'an passé, a renversé la contre-révolution du Sonderbund. Quoi! l'on ferait un crime à Louis-Napoléon de la profondeur de ses idées au profit de la démocratie! Ce serait là une inconscience de plus. Si vous n'avez pas de meilleures raisons, farouches dictateurs, remettez-les dans votre carquois.

Et d'ailleurs, est-ce que Lafayette n'a pas été décoré par les États-Unis du titre de citoyen américain? En a-t-il été moins Français? Les deux cousins de Bonaparte, que vous avez admis avant lui, n'ont-ils pas été au service, l'un des États-Unis, l'autre de la Bavière? Les avez-vous refusés pour cela, ces braves rejets d'un nom illustre? Allons plus loin, si l'on veut: l'Assemblée nationale n'a-t-elle pas créé déjà un précédent favorable à l'admission du prince, lorsqu'elle a sanctionné la nomination du citoyen Benazet, qui n'en est pas moins bourgeois du duché de Bade. Allons donc, ne montrez pas le bout de l'oreille, et soyez plus forts en bonne logique nationale. Le neveu de Napoléon est toujours Français, quoi qu'en disent les ergoteurs sans instruction et sans cœur peut-être. Est-il permis de mettre en doute la qualité du neveu du bienfaiteur de la patrie, forcé par la proscription de se rendre utile à la cause éternelle des peuples chez un autre peuple républicain?

Que voulez-vous donc qu'il fit, doctrinaires de la république inconsciente? qu'il oubliât le nom qu'il portait?... Était-ce possible? Est-ce que le peuple français ne se souvient pas éternellement?

Cette question avait été résolue dans le même sens que l'autre. Les misérables chicanes de la peur n'ont aucun poids dans la nation des braves. Du reste, la démission du prince a ingénieusement donné raison à tout le monde. C'est là une bonne action politique.

Tout le monde se mêle de combinaisons politiques d'avenir. Chacun s' imagine avoir un chef futur dans sa manche. Il paraîtrait qu'un homme d'Etat, à Paris, ayant des accointances intimes avec deux membres du directoire exécutif, aurait fait sortir de son cerveau la solution suivante. Il regarde comme fort compromis les gouvernants sortis des barricades. Il pourrait se tromper. Il n'en est pas moins vrai qu'il cherche à recruter dans les sommités de la société des partisans à son œuvre en perspective, qui serait de mettre à la tête de la nation le gendre d'un monarque du Nord qui, dit-il, serait vivement accepté par la France, attendu qu'il a du sang français dans les veines et qu'il apporterait avec lui des ressources financières importantes. Il donnerait par là un grand

ABONNEMENTS :

SIX MOIS. UN AN.

Départements. 5 fr. 10 fr.

appui dans le Nord à la Révolution française, un gage de sécurité à l'Europe et une raison de stabilité aux intérêts démocratiques de la France. Le monarque en question n'aurait pas repoussé les éventualités de cette combinaison. On a pensé à tout excepté à la France qui n'appartient à personne. Il n'y a de possible qu'une République bien organisée. Qu'on se le dise! L'homme d'Etat dont nous parlons et les adhérents à son plan d'avenir, qui ont pied dans le pouvoir actuel, ne comprennent pas bien les conséquences forcées de la Révolution de février. Le peuple français a démontré l'impuissance radicale, et, par deux fois, du principe monarchique et du système constitutionnel à l'anglaise. Il est temps que la France soit française. La révolution est l'enfantement à terme de la démocratie. Les prétendances et les combinaisons autres que ce qui est, sont dans un état d'impossibilité qui doit frapper tous les yeux. La République, c'est le concours de tous, et ce que tout le monde fait est toujours ce qui doit être.

On nous fait observer avec raison le peu d'empressement que M. le ministre des finances met à répondre aux diverses communications ou lettres qui lui sont adressées. Il y a à cet égard un laisser-aller de fort mauvais goût; nous signalerons des propositions d'un immense intérêt public auxquelles on n'a pas daigné répondre.

Sous l'ancienne monarchie, à une simple demande de garde-champêtre il était répondu quelques jours après. Attention, citoyen ministre, les rancunes vont vite.

On nous annonce que M. Owen vient de réunir d'immenses capitaux pour réaliser en France son ancien projet de fondation, par la communauté des travailleurs. On sait que deux tentatives, d'abord heureuses, ont déjà été faites, l'une en Angleterre, l'autre aux États-Unis. Nous applaudissons de grand cœur à cette réalisation, surtout si elle a lieu avec des fonds étrangers.

La société pour l'instruction du peuple, qui avait brillé d'un vif éclat en 1832, s'organise de nouveau. Nous lui prédisons le concours des hommes les plus honorables. Déjà sont organisés les douze comités d'arrondissement.

## Assemblée nationale.

La séance de jeudi a été très animée à l'Assemblée nationale; la lecture de la lettre du citoyen Louis Bonaparte, adressée au président, a soulevé l'indignation de quelques membres par un paragraphe où il est dit: *Si le peuple m'impose des devoirs, je saurai les remplir*. Nous approuverions l'Assemblée nationale si le citoyen Louis Bonaparte n'arrivait pas dans son sein, animé du véritable esprit d'un républicain sincère.

Le journal *La Liberté*, d'aujourd'hui, dans un article ayant pour titre: *Le Vritable Empereur*, démontre avec beaucoup de logique que Napoléon n'a fait de la dictature que pour se défendre de ce qu'il détestait le plus: « La République des intrigants, des incapables et des factieux, c'est-à-dire, la fausse république, l'oligarchie des avocats, des banquiers, des spéculateurs, véritables frelons de la ruée démocratique. L'Empereur, avec son bon sens si spirituel, ne pouvait admettre les privilèges, leurs services, leurs droits, leurs devoirs; et quiconque ne servait pas la patrie n'était rien à ses yeux. »

La lettre de Louis Bonaparte, adressée à l'Assemblée nationale, avait pour but de protester contre les troubles que son nom pourrait susciter. Voici la lettre:

Londres, 14 juin 1848.

Monsieur le président,  
« Je parlais pour me rendre à mon poste lorsque j'appris que mon élection sert de prétexte à des troubles déplorables, à des erreurs funestes. Je n'ai pas recherché l'honneur d'être élu Représentant, parce que je soupçonnais les injustices dont j'ai été l'objet; je recuse tous les soupçons, car je n'ambitionnais pas cette élection et encore moins le pouvoir.

« Si le peuple m'impose des devoirs, je saurai les remplir. Mais (violente interruption) je désavoue tous ceux qui me prêteraient des intentions ambitieuses que je n'ai pas, et qui se sont servis de mon nom pour fomenter des troubles.

« Mon nom est avant tout un symbole d'ordre, de nationalité, de gloire, et plutôt que d'être le sujet de troubles et de déchirements, j'aimerais mieux rester en exil.

« Ayez la bonté, monsieur le président, de faire connaître cette lettre à mes collègues.

« Agréez, etc.

« LOUIS BONAPARTE. »

Maintenant nous publions celle toute digne et vraiment patriotique, qu'il a adressée en même temps, pour remercier les électeurs des suffrages qu'il n'avait pas sollicités.

Si ces deux lettres avaient été lues à l'Assemblée, les Représentants n'auraient pas, nous le supposons, déclaré le citoyen Louis Bonaparte *traître à la patrie*, et aurait sensiblement atténué le mauvais effet d'une phrase qui a semblé indiquer une pensée ambitieuse:

Aux électeurs des départements de la Seine, de l'Yonne, de la Sarthe et de la Charente-Inférieure.

« Citoyens, vos suffrages me pénètrent de reconnaissance. Cette marque de sympathie, d'autant plus flatteuse que je ne l'avais point sollicitée, vient me trouver au moment où je regrettais de rester inactif alors que la patrie a besoin du concours de tous ses enfants pour sortir des circonstances difficiles où elle se trouve placée.

« Votre confiance m'impose des devoirs que je saurai remplir: nos intérêts, nos sentiments, nos vœux sont les mêmes. Enfant de Paris, aujourd'hui Représentant du peuple, je joindrai mes efforts à ceux de mes collègues pour rétablir l'ordre, le crédit, le travail, pour assurer la paix extérieure, pour consolider les institutions démocratiques, et



concilier entre eux des intérêts qui semblent hostiles aujourd'hui parce qu'ils se soupçonnent et se heurtent au lieu de marcher ensemble vers un but unique, la prospérité et la grandeur du pays.

« Le peuple est libre depuis le 24 février; il peut tout obtenir sans avoir recours à la force brutale. Rallions-nous donc autour de l'autel de la patrie, sous le drapeau de la république, et donnons au monde ce grand spectacle d'un peuple qui se régénère sans violence, sans guerre civile, sans anarchie.

« Recevez, mes chers concitoyens, l'assurance de mon dévouement et de mes sympathies.

« Londres, le 11 juin 1848.

« LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE. »

A la suite de l'incident de jeudi, les Représentants s'étaient donné rendez-vous pour la séance d'hier. C'était, d'après le commandant supérieur de la garde nationale, Clément Thomas, le jour d'une bataille.

Les abords de l'Assemblée n'offrent rien qui fasse craindre une prise d'assaut; les groupes peu nombreux discutent avec calme, et attendent avec anxiété les événements de l'intérieur.

Dans l'Assemblée on s'attend à une séance grave; le silence se rétablit et M. Sénard agite sa sonnette comme un tocsin et se dispose à parler.

J'invite l'Assemblée au silence, s'écrie le président. J'ai à faire une communication. (Vive attention.)

Une nouvelle lettre du citoyen Louis Bonaparte m'a été apportée à midi et demi. J'ai pris toutes les précautions nécessaires pour m'assurer de la sincérité de cette lettre. Elle est bien du citoyen Louis Bonaparte. Un silence plus profond encore que celui avec lequel on a écouté le président se fait; et M. Sénard lit :

« Monsieur le président,

« J'étais fier d'avoir été élu Représentant à Paris et dans trois autres départements; c'était à mes yeux une ample réparation pour 30 années d'exil et six ans de captivité. Mais les soupçons injurieux qu'a fait naître mon élection, mais les troubles dont elle a été le prétexte, mais l'hostilité du pouvoir exécutif, m'imposent le devoir de refuser un honneur qu'on croit avoir été obtenu par l'intrigue.

« Je désire l'ordre et le maintien d'une république sage, grande, intelligente; et puisque, involontairement, je favorise le désordre, je dépose, non sans vifs regrets, ma démission entre vos mains.

« Bientôt, j'espère, le calme renaîtra et me permettra de rentrer en France comme le plus simple des citoyens, mais aussi comme un des plus dévoués au repos et à la prospérité de son pays.

« Recevez, monsieur le président, l'assurance de mes sentiments distingués.

« LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE. »

A la fin de cette lecture, que M. Sénard a faite lentement et en appuyant sur chaque mot, pas un murmure, pas une exclamation, ne s'élève. Les tribunes paraissent stupéfiées.

En effet, cette seconde lettre est partie de Londres avant que le compte-rendu de la séance d'hier n'y fut arrivé. C'est donc spontanément et sous le coup d'une inspiration, qu'on doit croire très sincère, honorable et sans arrière-pensée, que le citoyen Louis Bonaparte a envoyé sa démission.

M. le ministre de l'intérieur propose un décret qui tend à mobiliser trois cents bataillons de gardes nationales.

Les bases seraient pour l'âge de vingt ans à trente-cinq : le choix, parmi les hommes non mariés, et l'on prendrait vingt gardes nationaux sur cent.

La lecture de ce décret produit une certaine émotion.

Si nous interrogeons des entrepreneurs, des fabricants, des maîtres d'usines, des commerçants, des propriétaires, des travailleurs, nous les trouvons presque unanimes à proclamer que le malaise actuel provient de ce que les canaux de la circulation sont taris.

Et que pour faire renaître à la fois le travail et la consommation, ce ne sont pas des rentes qu'il faut créer, mais plutôt, à défaut d'argent, un signe représentatif, sérieux et vrai du numéraire, lequel puisse remplacer les capitaux que l'on cache, et suppléer au papier commercial, dont la confiance ébranlée a suspendu le cours.

On s'étonnait de ne pas trouver ce matin, comme à l'ordinaire, dans les colonnes du *Moniteur*, le relevé hebdomadaire de la Banque de France, et les cours des actions de cet établissement ont été très offerts pendant toute la bourse. On annonçait que, dans la dernière réunion, les directeurs avaient agité la question de savoir si l'on devait accorder les 30 fr. d'intérêt semestriel. La question a été résolue affirmativement.

Les membres du pouvoir exécutif ont une manie qui ressemble fort à celle de ces mauvais gérants de commandite qui menacent toujours leur compagnie de leur retraite et qui ne veulent jamais quitter leur bonne position. Mettre constamment le marché à la main de la France, ôte toute considération au pouvoir. Il vaudrait mieux gouverner plus sérieusement ou se retirer plus franchement l'un ou l'autre.

Des révélations très intéressantes vont être publiées sur l'origine du dissident qui a existé entre les membres du Gouvernement provisoire. La flatterie ou l'adulation décernée adroitement à l'un de ses membres, serait la grande cause des embarras actuels.

### Du sort des travailleurs.

Au milieu des questions palpitantes d'intérêt qui surgissent de toutes parts, il en est une, — la plus importante, celle dont on s'est le plus occupé et dont la solution est cependant encore à trouver. Nous voulons dire l'organisation du travail qui a été l'objet le plus constant et le plus spécial de nos méditations.

Qu'est-ce que l'on entend par *organiser le travail*? — Est-ce s'interposer entre le maître et l'ouvrier pour régler le travail de celui-ci, les exigences de celui-là, et par ce moyen, détruire la concurrence, entraver les transactions, et porter atteinte à la liberté, cet élément nécessaire à la vie du commerce? — Non!...

Organiser le travail est-ce imposer aux fabricants des ouvriers indigènes à la place d'ouvriers étrangers, et changer aussi les modes de production employés jusqu'à ce jour? — Non, — cela n'est point du ressort d'hommes habiles à faire de superbes théories, — mais ignorants des pratiques les plus simples.

Organiser le travail est-ce égaliser le gain de l'ouvrier habile et laborieux, et celui de l'ouvrier incapable et négligent? Est-ce donner le même salaire à la capacité, à l'aptitude, au zèle, à l'ignorance et à l'apathie? — Non!...

Organiser le travail est-ce enfin créer des ateliers nationaux? — Non, dans ces ateliers où, loin de travailler, l'ouvrier inactif se démoraliserait plutôt, passe les jours à dormir ou à jouer, et inspire aussi aux populations voisines de continuelles inquiétudes?

Non, — non, — tout cela n'est point *organiser le travail*, et pourtant tels ont été les résultats des études, des veilles de la commission présidée par M. Louis Blanc; c'est ainsi que l'on a cru tenir les promesses abusives faites au peuple et renfermées dans ces mots... *Nous organiserons le travail!*

Certes, le peuple souffrait, — certes, le pain rapporté le soir par l'ouvrier à sa femme et à ses enfants, était inondé de bien des sueurs; — il y avait — il y a encore immensément à faire pour les prolétaires, cette majeure et intéressante partie de la population de nos villes.

Mais pour secourir le peuple il ne fallait pas dire : *nous organiserons le travail*; — il ne fallait point fausser les idées et attirer les réformes sur un terrain où l'on ne pouvait qu'abattre et porter la perturbation sans résultat; — il ne fallait point par de maladroites combinaisons ôter au riche, sans bénéfice pour le pauvre; — il fallait déplacer le capital et non l'anéantir. — Au lieu de dire nous organiserons le travail, mot plein d'idées, — vide de choses, il fallait dire — pour parler vrai, — pour mettre la question dans son véritable jour : — « NOUS AMÉLIORERONS LE SORT DES TRAVAILLEURS! » Si l'on eût dit cela, tous ceux qu'une sainte fraternité attire vers l'étude des questions philanthropiques — tous ceux qui vouent leurs pensées, leurs paroles, leurs actes au bien-être des peuples, n'eussent pas porté dans les fabriques des regards inexpérimentés pour voir comment le travail y était organisé et quelles réformes il était à propos d'y apporter; mais ils eussent attendu l'ouvrier à la porte de son atelier, ils l'eussent suivi et eussent monté avec lui l'escalier sombre et plein d'émanations fétides qui conduit à son misérable logis; — là en jetant un coup d'œil, en voyant le travailleur fatigué de sa tâche de la journée, partager un repas malsain et insuffisant avec des enfants amaigris, étiolés et à demi-vêtus; ils eussent vu où était la plaie et ils se fussent demandé comment faire disparaître, comment atténuer, du moins, cette misère profonde qui flétrit et abat les hommes avant l'âge?

Pour nous, qui avons toujours vu la question telle qu'elle est posée par la société, et non telle que la traduit une expression impropre, nous émettons aujourd'hui un système basé sur l'expérience, et déjà indiqué par divers socialistes. A Metz, on vient d'en faire l'essai avec un succès complet. Pourquoi donc ne réussirait-on pas à Paris, à Lyon, à Bordeaux, et dans toutes les villes importantes de France? Ces essais coûteraient moins assurément que quinze jours de paie des ateliers nationaux.

A raison de 35 centimes par jour, on est parvenu à nourrir et vêtir le soldat.

Pourquoi l'Etat ne ferait-il pas bâtir ou n'affecterait-il pas un ou plusieurs bâtiments à la création d'établissements que l'on pourrait appeler *Hotels des travailleurs*?

Une partie de ces hôtels divisée en une foule de logements séparés servirait de demeure aux ouvriers qui voudraient faire partie de l'association; — il y aurait d'immenses communs, tels que réfectoire, lingerie, cuisines, infirmerie, pharmacie, — jardin, — chapelle et bibliothèque.

Dans ces établissements, moyennant une somme modique, l'ouvrier serait logé, nourri, chauffé, éclairé, blanchi et même habillé. — En cas de maladie il serait soigné sans avoir à demander asile aux hôpitaux. — Tout cela à peu de frais, par la raison que la vie en commun est infiniment plus économique que la vie isolée.

L'ouvrier établi paierait pour sa femme et ses enfants une somme qui suivrait une progression descendante suivant le nombre et l'âge des individus.

Il pourrait y avoir trois sortes d'hôtels de travailleurs : hôtel pour les ouvriers célibataires; — hôtel pour les ouvriers établis auxquelles seraient attachées des écoles communales pour l'éducation et l'instruction des enfants; enfin des hôtels pour les ouvriers célibataires, — qui, pour la plupart sont de pauvres jeunes filles que la misère et les privations mènent non pas à la mort, qui n'est rien, mais au déshonneur, — puis au vice.

Quant à l'administration des ruches elle serait composée de trois bureaux : un bureau chargé de l'admission des pensionnaires, des règlements de discipline intérieure et de la délivrance des certificats et notes à donner aux pensionnaires quand ils quitteraient la maison; — un bureau chargé de la comptabilité et de l'administration du matériel; — enfin un bureau chargé de fournir des ouvriers aux personnes qui viendraient en chercher. — Ce bureau tiendrait un compte exact des ouvriers inoccupés et des demandes de l'extérieur. — Il pourrait aussi y avoir un contrôleur-général nommé par le ministre de l'intérieur, et chargé de vérifier les comptes des administrations de chaque hôtel pour éviter toute malversation.

L'Etat pourrait même se charger de l'administration des hôtels des travailleurs, et paierait les frais de premier établissement. — Il donne des subventions aux théâtres; ne ferait-il rien pour des établissements d'une si grande importance et d'une utilité si sensible?

Quant aux avantages que l'on retirerait de cette institution, ils sont incalculables tant pour l'ouvrier que pour l'Etat.

D'abord l'ouvrier faisant partie d'une maison semblable, ne manquera presque jamais d'ouvrage, attendu que c'est là qu'on viendrait chercher des travailleurs pour être sûr de la moralité des gens qu'on emploierait, puisque pour être admis à l'hôtel il faudrait fournir des certificats de bonne vie et de probité.

Quant aux avantages matériels que l'ouvrier retirerait de son entrée dans une ruche ils sont incontestables : — bien logé, bien nourri, bien soigné, il aurait encore la faculté de faire des économies. — La journée d'un ouvrier est en moyenne de 2 fr. 50 c. par jour; en supposant qu'il donnât à l'hôtel 1 fr. 25 c., il mettrait de côté par an environ 400 fr. De façon qu'au bout de 3 ou 4 ans il pourrait quitter la maison, et s'établir pour son propre compte.

Enfin, l'ouvrier trouverait à la chapelle la nourriture de l'esprit et de l'âme, — à la bibliothèque l'instruction et les connaissances utiles, — à la chapelle la foi et le retour des principes religieux cette sauvegarde des nations.

Quant à l'Etat il ne serait plus troublé par les cris de ses enfants affamés, — et il aurait résolu ce problème si difficile de la *vie à bon marché*, qui est le but et l'objet du vœu de tous les socialistes et des véritables amis du peuple.

### Protestation du général Sourd.

Cette protestation de l'un de nos plus vaillants généraux n'a pas été reproduite par les journaux de Paris. Elle a été fort répandue dans les salons et dans les clubs de la capitale. Il est constant qu'elle a fait une grande impression. Le général Sourd

jouit d'une très haute considération dans le monde politique et militaire; lui seul pouvait parler avec l'autorité que lui donnent ses services patriotiques. Nous la citons avec empressement pour l'édification de la France.

Monsieur le rédacteur,

L'indépendance de votre journal me fait espérer que vous voudrez bien reproduire la protestation que j'ai l'honneur de vous communiquer. J'en appelle au grand peuple de France contre un acte injuste autant qu'impolitique. Oui, Monsieur, au moment où la mort nous déçoit, ou nous frappe d'excommunication militaire, on nous condamne à la retraite, on nous tue dans la vie. Et cela, en face de cette révolution que nous avons fait triompher dans toutes les plaines de l'Europe coalisée...

Je proteste donc au nom de tous mes anciens frères d'armes. Je suis le général Sourd, amputé à Waterloo. Le jour de cette bataille, Napoléon m'a nommé général, sous le feu des Anglais. Ce jour, en pleine lutte, mon bras fut enterré avec tous les honneurs de la guerre; ce jour encore, le bras coupé, le front déchiré par l'ennemi, le visage couvert de sang, je suis remonté à cheval, j'ai recommencé la charge, j'ai percé la ligne anglaise, je me suis retiré des derniers du champ de l'honneur, avec l'honneur sauf du drapeau. La fortune, en trahissant l'empereur, nous a trahi aussi. Le désastre de Waterloo peut-il continuer contre nous? Il faut bien que je parle de moi, puisque ce sont mes services qu'on oublie par un acte qui n'est pas français. Les mauvaises mesures sont les mauvaises actions des gouvernements.

Depuis Marengo jusqu'à Waterloo, j'ai assisté, à cheval, à cinquante batailles. Pendant vingt ans, j'ai fait face à la coalition des rois. J'ai donné de mon sang à tous nos champs de gloire. Je suis fier de mes blessures reçues au service de la patrie; mon corps en est couvert. J'étais à Austerlitz, Iéna, Eylau, Friedland, Wagram, Smolensk, Dresde, Leipzig, Hanau, Champ-Aubert, Montmirail, Fleurus, Ligny, Waterloo. Ce sont là les étapes de ma vie d'honneur. La baïonnette, le sabre, les balles, les lances de l'ennemi m'ont déchiré sans m'abattre. La mesure dont je me plains ne m'abattrait pas d'avantage. Je reste le vieux soldat de la République et de l'Empire : le général Sourd, en un mot.

En 1830, la révolution du peuple m'a trouvé prêt. Je suis remonté à cheval, j'ai organisé le beau régiment des lanciers de la Liberté. Mais bientôt le gouvernement corrompu de Louis-Philippe n'a plus voulu de moi : les braves n'étaient plus de saison; la vieille armée était traitée en ennemie. On m'obligea, dans la force de l'âge et du dévouement, de suspendre mon épée à mon foyer; on vint de la briser. Il ne manque, au bas du décret qui me dépoussa du bénéfice de mes blessures, que la signature d'un roi de la sainte-alliance.

On emploie le temps à de mesquines opérations d'arithmétique, au lieu d'effacer les honteux traités de 1815, de relever Huningue, de reprendre au Nord les lambeaux français que la Prusse nous a volés, de rattacher à sa patrie d'origine l'ancienne Savoie; au lieu de remettre sur nos drapeaux cet aigle de l'Empire qui valait l'aigle républicain de Rome; au lieu de restituer à la croix d'honneur l'effigie de Napoléon, on reprend le coq de Louis-Philippe; on décapite notre gloire, on exerce de vulgaires économies sur nos honorables cicatrices; on condamne ainsi la nation française à faire banqueroute au vieux sang des braves.

Le peuple seul est grand; c'est donc à lui que nous en appelons d'une mesure qui met à bas de vaillantes épées, qui achève les vainqueurs de l'Europe, les martyrs de Waterloo.

Est-ce que nous n'avons pas encore dans nos veines du sang pour la patrie, dans nos cœurs des exemples pour l'armée, dans nos âmes du feu sacré pour la génération actuelle? N'avons-nous pas des fronts cicatrises qui peuvent encore faire peur aux ennemis de la France?

Les républiques, de tout temps, aussi bien que les monarchies, ont respecté les titres et les droits des vieux défenseurs de la patrie.

Nous en appelons donc au peuple français. L'Assemblée nationale, qui sera la représentation légale de la France, en réparant tout le mal qui vient d'être fait, rendra justice à qui de droit.

Nous y comptons. Vive la nation! Qu'on se souvienne que c'est la grande armée qui a sauvé la révolution, et que c'est elle qui en a propagé les idées aujourd'hui triomphantes, en Europe, à la suite de ses victoires.

Non, le peuple ne vaudra pas que notre épée soit brisée; la retraite, c'est la mort pour les généraux patriotes.

Maintenant, c'est à notre tour, à nous, gens de cœur et de vieux patriotisme, de leur demander compte de leurs actes.

Qui sont-ils ces dictateurs improvisés, qui s'arrogent le droit de toucher à tout, sans comprendre la portée de leurs opérations destructives? La République n'est pas le chaos.

Mes services sous l'immortel Bonaparte, dans les guerres d'Italie, et sous le grand Napoléon, dans les merveilles de l'Empire, m'autorisent à leur demander ce qu'ils ont fait en faveur de la patrie, pour oser exercer un despotisme que les anciens despotes du Nord ne se permettraient plus. Ne sommes-nous plus la grande nation française?

Lorsque Sylla s'empara de la dictature, il avait vaincu le grand Mithridate; César avait mis dix ans à conquérir les Gaules avant d'usurper le pouvoir; l'immortel Bonaparte était resplendissant de gloire avant que les acclamations du peuple le portassent au consulat. Il était l'idole de la France, quand il changea en sceptre son épée républicaine.

Mais vous?... où sont vos titres?

Pour gouverner un grand peuple, il faut avoir été grand ou savoir l'être.

Dans la plupart de vos préambules du décret, vous prenez à tâche de calomnier l'Empire.

L'Empire, dans l'histoire, est grand comme le monde. L'Empereur est resté le dieu du peuple, non-seulement en France, mais sur toute la surface de la terre. Savez-vous pourquoi? C'est qu'il a fait tout le contraire de ce que vous faites. Le 18 brumaire de Bonaparte a tout refait de rien! Votre 18 brumaire, à vous, a tout défilé, et vous aviez tout dans les mains! Lui, s'est emparé du pouvoir pour sauver la révolution; vous, pourquoi l'égarer-vous?

Il créait, vous détruisiez. — Il réunissait, vous divisez. — Il constituait tous nos éléments de prospérité, vous les abolissez. — Il appelait l'ordre, vous le désordre. — Il organisait, vous désorganisez. — Il grandissait la nation, vous la rapetissez. — Il faisait le bonheur du peuple par l'énergie de sa volonté, vous compromettez l'avenir par la faiblesse de vos idées. — Il protégeait tous les droits, vous n'en respectez aucun.

— Il créait une administration admirable, par laquelle l'Etat vit encore, vous la disloquez. — Il fondait le crédit national, vous le démoralisez. — Si l'on n'avait pas, du temps de sa gloire, la liberté, comme vous l'entendez, on n'aurait pas l'anarchie, la confusion, tous les tiraillements d'une force sans intelligence. — Le peuple l'estimait, le vénait, le portait toujours en triomphe! Il a fallu deux fois les armées de l'Europe entière pour l'arracher des bras du peuple français : c'est toujours le peuple qui l'a voulu et qui l'a mis sur le pavois de l'immortalité. — Il est la plus grande popularité de l'univers! Son empire est demeuré dans la mémoire des hommes l'empire-modèle. C'est que le grand Napoléon était plus qu'un grand capitaine : c'était une grande âme : c'était l'empereur-peuple. Il était le génie de la France; c'est pour cela que l'Angleterre a dépensé quinze milliards à le renverser. — Il était le héros des peuples; c'est pour cela que l'Angleterre l'a fait mourir sur un rocher. — En l'outrageant, cet homme et son grand règne, vous faites de la politique anglaise, vous imitez la restauration des Bourbons; c'est encore Waterloo!

Sachez donc ce que vous faites, et comprenez-en la responsabilité!... Vous perdez votre temps à calomnier l'Empire, que les rois seuls ont détruit avec la trahison. L'Empire était la civilisation dans sa plus noble expression. Vive l'Empereur! voulait dire : vive la France!



Aujourd'hui nous semblons revenir à l'enfance des peuples, à l'état sauvage, là où la force brutale est la loi suprême.

Où est la grande nation? Qu'avez-vous fait d'elle, dictateurs d'un nouveau directoire, régents d'une régence révolutionnaire qui ne sera jamais la République?

Vos intentions sont pures, dit-on; mais ce qu'il y a toujours de plus pur, c'est la justice.

Le général SOURD.

Rue d'Alger, 12.

## DÉPARTEMENTS.

M. Salamanca, ex-ministre des finances en Espagne, est arrivé à Toulouse, venant de Bayonne. Il est reparti pour la même destination. Ce personnage fut mis en accusation par les dernières cortès, pour malversation des fonds de l'Etat, et on le croit impliqué dans les mouvements qui ont eu lieu récemment à Madrid. D'après le bruit général, il se tint caché à l'ambassade anglaise, chez M. Bulwer, d'où il parvint, sous un déguisement, à gagner la frontière.

La corvette à vapeur le *Pluton*, qui avait rallié l'escadre devant Naples, a été renvoyée à Civita-Vecchia par l'amiral Baudin. L'amiral Baudin est indisposé.

— On lit dans le *Journal du Havre* d'hier :

Un fait de la plus haute gravité est porté à notre connaissance : M. le consul américain au Havre aurait refusé, même après sommation par huissier, de légaliser la signature de M. le président du tribunal de commerce, apposée sur une pièce destinée à régulariser une importante transaction.

On comprend difficilement ce refus obstiné de M. Staples, qui, en même temps qu'il arrête et peut compromettre les effets de la transaction, implique un procédé blessant pour le président de notre tribunal consulaire.

Nous espérons que des explications indispensables ne se feront pas attendre.

## Nouvelles de l'étranger.

### ITALIE.

Rivoli. — Un nouveau succès, obtenu sans combat, a couronné les efforts de l'armée piémontaise. Les Autrichiens s'étaient réfugiés sur les hauteurs de Rivoli, où, disait-on, ils étaient forts par le nombre, la nature des lieux et les moyens de défense. Le lieutenant-général de Sonnaz, commandant le second corps d'armée, a été chargé de les en déloger. Trois brigades de la 4<sup>e</sup> et de la 3<sup>e</sup> division, l'artillerie, le 1<sup>er</sup> bataillon de tirailleurs et les volontaires de Plaisance et de Padoue avaient été mis à sa disposition. Les troupes placées depuis hier à Lega, Colmasino, Cavajon et Costermanno opéraient quelques mouvements afin de juger si on devait attaquer de front ou en flanc les formidables positions de l'ennemi. A l'approche des premiers tirailleurs, l'arrière-garde autrichienne fut obligée de reculer. La nuit, toutes les troupes autrichiennes ont opéré leur retraite. Ayant dix heures du matin, Caprino, Rivoli et les environs étaient occupés par les Piémontais. Leurs tirailleurs et leur artillerie étaient en position de tourmenter, par leur feu, les derniers corps ennemis retardataires qui suivaient la route de Verone à Trente. La 4<sup>e</sup> division, sous les ordres de S. A. R. le duc de Gènes, devait occuper les hauteurs de Pesina-Boi et Caprino, passages qui peuvent servir à la fuite de l'ennemi.

Rome, 7 juin. — Depuis l'ouverture des chambres, il n'y a plus eu de séance, parce qu'il n'y a pas assez de députés présents pour valider une délibération. Les députés sont lents à se rendre à leur poste. On prétend que cette lenteur provient de la crainte qu'on a dans les provinces de voir Rome livrée aux mêmes scènes sanglantes que Naples; cette crainte est absurde, car Pie IX n'est pas Ferdinand II.

### ALLEMAGNE.

On écrit de Varsovie que la nouvelle venait d'être publiée dans les rues que l'empereur rendrait un de ces jours un manifeste qui dépasserait les résolutions et les plans hardis des Polonais. On donne aussi comme certain que, vers le 16 courant, les Russes marcheront vers l'Occident en trois corps d'armée; le centre, sous les ordres de l'empereur, marchera sur Vienne; l'aile droite, sous Orloff, se dirigera vers Berlin, et l'aile gauche, sous Paskewitch, occupera Cracovie et la frontière de Silésie. — Ainsi, nous sommes à la veille de grands événements.

On écrit de Lemberg, en date du 9 courant, que, dans les environs de la Zbruz, rivière frontrière entre la Galicie sud-est et la Russie, le clergé et les autorités exhortent les paysans à n'avoir pas peur des Turcs s'ils traversaient la Podolie, attendu qu'ils arriveraient non comme ennemis, mais comme alliés.

On assure que des Baskirs traverseront la Podolie; mais il en est autrement des Turcs. Des troupes russes s'échelonnent sur Pratz. Il y a, dit-on, déjà 100,000 hommes. On a dit aux soldats russes qu'ils marchaient vers la frontière de la Turquie pour recevoir les Turs comme amis et les conduire dans le pays.

Vienne, 9 juin. — Le bruit a couru aujourd'hui que Trieste avait été bombardée par la flotte piémontaise, attendu que les vaisseaux autrichiens avaient commencé l'attaque.

### ANGLETERRE.

On se souvient que lord J. Russell, quand M. Joseph Hume annonçait la présentation d'un projet de réforme, répliqua dédaigneusement que les classes au nom desquelles ce projet était proposé n'y attachaient aucune importance. On se souvient que M. Hume adressa, séance tenante, aux citoyens des Trois-Royaumes une lettre où il leur déclarait qu'il ajournait sa motion pour leur laisser le temps de se prononcer contre l'étrange allégation du ministre. Aujourd'hui vient de commencer le mouvement réformiste auquel cette discussion devait naturellement donner lieu.

Une très nombreuse réunion des habitants d'Aylembury a eu lieu dans le but de se prononcer sur les mesures de réforme que doit proposer M. Hume dans le parlement; sur la motion de lord Nogent, membre du parlement, il a été adopté une résolution favorable à ces projets de réforme. Quelques chartistes ont déclaré que la forme républicaine de gouverner leur paraissait être la plus sûre de toutes.

A Dancaster, il a été adopté une pétition dans le sens de la résolution réformatrice des habitants d'Aylembury.

### BELGIQUE.

Les élections qui viennent d'avoir lieu en Belgique ont donné un résultat prévu par tous ceux qui connaissent les conséquences ordinaires du monopole électoral. Lorsque 80,000 censitaires représentent 4 millions de citoyens, il ne faut pas s'attendre à ce que le privilège ait tort, à ce que la démocratie ait raison. De plus, il s'est opéré dans ces derniers temps, entre le parti doctrinaire et le parti catholique, une alliance, signalée à juste titre par le journal *la Nation*, comme ayant contribué puissamment au triomphe ministériel.

Mais la véritable cause, nous l'avons dite; elle est dans le mensonge de la représentation monopolisée au profit d'une classe, d'une aristocratie bourgeoise. 80,000 électeurs pour 4 millions d'habitants, soit un pour 50 mille, c'est assez peu. En Angleterre, qui n'est pas, que nous

sachions, un pays livré aux horreurs du régime républicain, on compte un électeur pour dix-huit habitants et demi. Encore ne prenons-nous que le recensement de 1842-43, qui nous donne pour chiffre de population 14,995,138; pour chiffre des adultes jouissant de la franchise électorale, 808,216.

L'Irlande, en revanche, n'a qu'une élection par soixante-dix habitants; l'Ecosse un sur trente-un; aussi ces deux pays se plaignent-ils hautement de la loi électorale, et le second est pourtant bien plus favorisé que la Belgique.

Ceci n'empêche pas les journaux ministériels belges de chanter victoire sur tous les tons. Mais ils nous font un peu l'effet de ces acteurs assis devant des plats de carton peint, et célébrant les charmes de la bonne chère. Attendez, Messieurs, que le vrai dîner soit servi, et repaissez-vous moins joyeusement de vos creuses chimères!

### ÉTATS-UNIS.

Les Indiens de l'Oregon paraissent vouloir suivre l'exemple de leurs frères du Yucatan; ils sont en pleine insurrection contre les colons américains. Quatre rencontres ont eu lieu déjà : dans les trois premières, l'avantage est resté aux blancs; mais les Indiens ont pris leur revanche en ravageant la maison presbytérienne de Wallah-Wallah-Valley, où ils ont tué 19 personnes et emmené 60 à 70 prisonniers. Un expéditionnaire à Washington pour solliciter des secours contre ces terribles ennemis, qui menacent de détruire les colonies si florissantes et si pleines d'avenir que l'intrépidité américaine avait en quelque sorte improvisées dans l'Oregon.

## ÉCONOMIE SOCIALE.

### Etablissements tontiniers.

Enfin un honorable et loyal Représentant, M. Mortimer-Ternaux s'est levé, dans le sein de l'Assemblée nationale, pour demander le retrait du désastreux arrêté du 20 mars, qui, de par l'autorité arbitraire du citoyen Garnier-Pagès, a profondément ébranlé le crédit des institutions tontinières. Malgré les démarches incessantes des directeurs, malgré l'intervention directe de la commission de surveillance, malgré les protestations des comités des souscripteurs, le Gouvernement persistait à ne pas vouloir comprendre la perturbation que l'arrêté du 20 mars avait jetée dans les associations mutuelles de survie. Il est toujours temps de revenir sur des actes déplorablement dans leurs effets. Les gouvernants de toutes les époques se font un faux point d'honneur de ne pas revenir sur de fausses mesures. Il appartient donc à l'Assemblée nationale de réparer, si cela est maintenant possible, l'immense préjudice que M. Garnier-Pagès a fait, sans le savoir, à cette belle institution des épargnes collectives du peuple. L'Assemblée est saisie de cette grave question. M. Mortimer-Ternaux rend un service éminent au pays et au Gouvernement lui-même, en provoquant le retrait du fameux arrêté du 20 mars. La propriété et la sainteté des contrats ont été dictatoirement violés. Il faut que justice se fasse. Les économies des familles sont aussi sacrées que tous les droits des citoyens. Il est impossible que l'Assemblée nationale ne suive pas la noble inspiration de M. Mortimer-Ternaux. Le pays avisera.

Le ministre du commerce, le citoyen Flocon, activement assisté de son secrétaire-général, M. Fleury, a déjà manifesté hautement ses sympathies pour les établissements tontiniers, si malencontreusement persécutés par le ministère des finances. Il a déjà arrêté par son intervention un désordre très illégalement apporté par les bureaux de la dette inscrite aux finances, relativement à une somme de 50,000 fr. de rentes qui avaient été achetées par les établissements, au compte des associations, et que les agents du trésor se refusaient à immatriculer, conformément aux statuts autorisés. Ces agents prétendaient que ces rentes, quoique achetées avant l'arrêté du 20 mars, devaient être revendues et versées en espèces au trésor. On donnait par là un effet rétroactif à l'arrêté : on violait la loi qui doit être au dessus de tout. La commission du Gouvernement, dans un rapport d'urgence, adressé au ministre du commerce, avait demandé que les rentes fussent transférées au nom des associations auxquelles elles appartenaient. La réalisation en espèces devait produire une grande perte pour les associations. Cette raison n'avait nullement frappé le département des finances qui y mettait un mauvais vouloir absolu. Le ministre du commerce a soutenu les conclusions de la commission, et finalement, après trois mois de résistance, l'ordre du transfert a été donné. Le bon droit et le bon sens l'ont emporté sur les prétentions des bureaux. Les intérêts des tontines ont été dignement sauvegardés par le ministre du commerce. C'est d'un bon augure pour le reste des questions à l'ordre du jour. Les associations, un moment arrêtées, ne tarderont pas à reprendre leur élan.

Les conclusions de l'article qui précède ne sont pas tout-à-fait celles du directeur de l'*Equitable*. M. Demonty, tout en s'élevant contre le provisoire du décret du 20 mars, en adopte le provisoire.

Nous publions la lettre que le directeur de l'*Equitable* vient d'adresser à M. Mortimer-Ternaux. Il importe que les pères de famille soient édifiés sur cette intéressante question :

### LETTE

Adressée à M. MORTIMER-TERNAUX, Représentant du peuple, au sujet du décret du 20 mars relatif aux Etablissements d'épargne collectives sur les chances de la vie.

L'institution des assurances mutuelles sur la vie, Cet honorable aliment de tant de milliers d'existences; Cette forme supérieure de l'épargne; Cette multiplication de l'économie individuelle par la puissance de l'association;

Cet élément, l'un des plus vitaux du crédit public et privé; Cet auxiliaire, l'un des plus énergiques de l'ordre;

Ce régénérateur, l'un des plus irrésistibles de l'esprit de famille et des bonnes mœurs, est exposé à périr sous le coup d'une mauvaise mesure dont vous vous faites l'instigateur, parce que votre religion n'a pas été suffisamment éclairée.

Je pose la question :

Avant le 24 février, le montant des souscriptions était converti en rentes sur l'Etat. Cet emploi était radicalement mauvais au point de vue des souscripteurs; il était inintelligent au point de vue de l'Etat.

Pourquoi?

Parce que l'Etat, qui doit croire à son propre honneur, à sa propre fortune, ne doit pas se contenter d'être tuteur là où il peut être créancier.

Parce qu'en finance c'est une faute de laisser improductifs des capitaux considérables qui ne seront redemandés qu'après un certain nombre d'années, et qui sont offerts au trésor au pair et sans prime, tandis qu'on s'évertue vainement d'en trouver ailleurs à des conditions oné-

reuses, pour faire face aux services publics, aux travaux, aux entreprises commandées par l'intérêt et la prospérité nationale, et par la pression des circonstances;

Parce que les souscripteurs, de leur côté, peuvent, en versant leurs fonds dans les caisses de l'Etat, retirer du trésor public un intérêt supérieur à celui de la rente en temps ordinaire,

Eviter des pertes de temps, les formalités gênantes attachées à l'emploi en rentes; et, considération majeure,

Parce qu'ils sont délivrés, par la possession d'une créance représentant une valeur invariable, des abus de l'agiotage et des périls inhérents aux fluctuations de la rente.

Ces convictions étaient déjà dans mon esprit sous l'ancien régime. Je m'efforçai vainement de les faire accepter par les ministres de la royauté déchue.

Je rencontrais, non l'hostilité, non la prévention, mais quelque chose de plus invincible que tout cela, l'incurie et l'indifférence.

Je ne fus pas plus heureux auprès de M. Garnier-Pagès et du ministre actuel M. Duclerc.

De l'un, je ne pus obtenir qu'un décret provisoire disposant que les fonds des Sociétés d'assurances sur la vie seraient versés au trésor, qui en paierait l'intérêt, mais sans régler le mode de remboursement.

De l'autre, je ne fus pas même écouté lorsque je lui signalai les inconvénients graves qui résultaient d'une mesure provisoire qui ne règle ni le passé, ni l'avenir; que je n'acceptai, quant à moi, que parce qu'elle établit un bon principe, l'encaissement par l'Etat, et que sous la conviction qu'elle serait complétée, régularisée et rendue définitive sans délai.

Cette promesse, malgré mes réclamations, n'a pas été remplie.

Ainsi, six cent mille souscripteurs, pour la plupart pères de famille, dont les engagements dépassent un demi-milliard, se trouvent jetés, par la faute du ministre des finances, entre les deux écueils que voici :

Où maintenir un provisoire incompatible avec les exigences d'une comptabilité régulière, et funeste au bon ordre de nos opérations et au retour de la confiance à leur égard;

Où retourner au système du placement en rentes, dont je viens de signaler les inconvénients et les dangers.

Je me préparais à m'adresser à l'Assemblée nationale pour obtenir d'elle une solution inutilement réclamée de M. Garnier-Pagès et Duclerc, lorsque les journaux sont venus m'apprendre que, dans la séance de la Chambre constituante du 10 juin, vous avez proposé de rapporter le décret du 20 mars, et de retourner au système de l'achat de rentes.

Je ne reprendrai pas les preuves péremptoires que j'ai données tout à l'heure, non seulement de l'utilité, mais de la nécessité de l'encaissement des fonds par l'Etat.

Je les résumerai dans un exemple qui rendra cette nécessité évidente à tous les yeux.

Les partisans du placement en rentes ont-ils calculé les pertes que la dépréciation peut faire éprouver aux souscripteurs?

En 1847, nous n'avions qu'une dépréciation pour ainsi dire modérée, et qui ne sortait pas du cours normal des choses.

Eh bien! dès cette époque, les répartitions de l'*Equitable* accusaient entre les prix d'achat des inscriptions et leur valeur actuelle une différence, c'est-à-dire une perte pour les souscripteurs, de près de 10 p. 100.

Mais cette perte est peu de chose auprès de celle que les souscripteurs éprouveront cette année dans toutes les Compagnies.

Partout l'on prépare des répartitions, et partout la perte sera de 50 p. 100 si la rente reste au taux où elle est aujourd'hui.

Que l'on se figure la position d'un père de famille qui, dans un temps prospère, a placé sur la tête d'une jeune fille, par exemple, une série d'annuités destinées à lui procurer une dot à sa vingtième année, par le moyen du rapide accroissement du capital que produisent le cumul des intérêts et la réversion entre la survivance des versement effectués par ceux qui meurent dans le cours de l'association.

Ses mises accumulées ont été converties en rentes au taux moyen de 120 fr. Surviennent des événements politiques pareils à ceux dont nous sommes témoins aujourd'hui, la rente tombe à 60 fr., l'heure de la répartition sonne, et le souscripteur reçoit son capital de mise diminué de 50 p. 100.

En d'autres termes, la dot sur laquelle il avait compté se trouve réduite à moitié, sans qu'il ait le moindre mécompte dans les prévisions fondées sur les chances de l'association elle-même, la moindre exagération dans les espérances conçues par le souscripteur en vertu des probabilités de la vie humaine.

La dot sera réduite à moitié de ce qu'elle aurait pu être, et avec elle la position sociale que le dépositaire de ces épargnes si fatalement dépréciées avait cru préparer à ses enfants.

Il en sera de même de la pension de retraite que tel autre souscripteur aurait cru s'assurer à lui-même pour l'époque de la vie où le travail devient impossible.

Ces exemples, qu'il est inutile de multiplier, n'auraient-ils pas dû vous mettre en garde contre les dangers du placement en rentes, et vous empêcher de prêter l'appui de votre autorité à une mesure sur laquelle évidemment vous n'êtes pas édifié.

Probablement, vous vous êtes dit que, si les souscripteurs avaient reçu de la rente dépréciée, ils pourraient aussi acheter de la rente dépréciée; que, de la sorte, il y aurait compensation.

Remarquez d'abord, Monsieur, que les souscripteurs qui profiteraient aujourd'hui de l'abaissement des cours ne seraient pas nécessairement les mêmes que ceux qui en souffrent, ayant acheté jadis de la rente à 120 fr., et même à 125; — Que d'ailleurs, après le mode adopté faussement, je le reconnais, pour les répartitions, ce ne sont pas ceux des souscripteurs dont les fonds serviraient à acquiescer aujourd'hui des rentes à bas prix qui en profiteraient exclusivement.

L'idée d'exploiter la baisse actuelle de la rente au bénéfice des souscripteurs peut paraître séduisante, mais elle est éminemment dangereuse : il suffit, pour le comprendre, d'y réfléchir un instant.

Cette idée a quelquefois séduit des têtes plus froides que les nôtres. En Angleterre, lors de la hausse de 1826, elle agita beaucoup d'esprits; mais la majorité des assurés sur la vie décréta, pour son bonheur, « que rien n'était plus dangereux dans des opérations de ce genre que l'adoption d'une mesure permanente fondée sur la hausse momentanée des fonds publics. »

La dépréciation actuelle garantit-elle les acheteurs de rente contre une nouvelle dépréciation plus terrible encore? N'y a-t-il pas là risque, incertitude pour et contre?

Nos placements de prévoyance doivent-ils donc dégénérer en jeux de bourse et favoriser l'agiotage?

L'épargne, croyez-moi, Monsieur, ne doit pas jouer.

Donnant des espèces, le souscripteur doit être remboursé en espèces, en non en titres qui souvent peuvent être stériles entre ses mains, et qui toujours seront un embarras par les formalités auxquelles leur réalisation en province est assujettie.



Considéré comme placement aléatoire, l'emploi des fonds de la souscription en rentes sur l'Etat est condamnable.

Pris comme précaution contre une banqueroute de l'Etat, il est à la fois égoïste et puéril :

Egoïste, parce que, si, comme je le disais tout à l'heure, l'Etat doit croire en lui-même, l'assurance doit croire en l'Etat. Représentation d'une masse d'intérêts français, elle doit suivre la fortune de la France.

Puéril, parce que, si l'Etat faisait banqueroute, il ne remplirait pas plus ses engagements envers les rentiers qu'à l'égard de ses créanciers directs.

Je vais plus loin, et j'établis que, dans ce cas extrême, l'opinion publique demanderait plutôt une préférence en faveur de l'épargne du peuple qu'en faveur des rentiers, sous quelque nom qu'ils se présentent.

Je crois, Monsieur, en avoir assez dit pour vous démontrer que l'emploi des fonds des établissements d'épargne collectives sur les chances de la vie en titres de rente serait l'arrêt de mort de ces institutions intéressantes.

Par la régularisation du décret du 20 mars, au contraire, l'Assemblée nationale rendrait à cette bienfaisante institution une vie nouvelle; elle ranimerait la confiance éteinte chez 600,000 chefs de famille qui ont confié à l'Etat la sueur de leur travail, leurs intérêts les plus chers, parce que leurs épargnes reposent sur la vie de leurs fils, de leurs filles, de leurs épouses et de leurs mères.

Loin de revenir à un emploi défectueux, inintelligent, à quelque point de vue que l'on se place,

Je demande :

1° Que le trésor public encaisse intégralement les fonds de l'épargne collective;

2° Qu'il donne, en échange, des obligations intransmissibles, remboursables à l'époque des répartitions, au gré des parties prenantes, soit contre des espèces, soit contre des mandats du trésor payables à la caisse du receveur des finances.

J'ai peine à concevoir, Monsieur, et tous ceux qui ont quelques idées de finances ne s'expliquent pas :

Que, dans le temps où nous sommes,

Quant l'emprunt devient de plus en plus difficile, de plus en plus onéreux;

Quand nos finances sont aux abois;

Quand on cherche et que l'on emploie tous les moyens, même les plus impolitiques et les plus dangereux pour se procurer des fonds;

J'ai peine à concevoir, dis-je, que le Gouvernement laisse dormir dans nos caisses un capital réalisé de plus de 130 millions;

Qu'il ne prenne aucune mesure pour favoriser l'encaissement de plus d'un demi-milliard de souscriptions que nous avons recueillies sur tous les points de la France, quand ce capital ne lui coûte rien, et doit rester entre ses mains pendant un laps de temps considérable.

Où donc trouvera-t-on de pareils avantages, de pareilles facilités?

Quelle source abondante et précieuse, si nos gouvernants savent en tirer parti pour relever l'industrie, le travail, pour agir à la fois matériellement et moralement sur la situation du pays en ramenant les capitaux dans la circulation, en ramenant la confiance dans les esprits.

Tout cela cependant est au prix d'une protection rigoureuse sur les chances de la vie.

En retournant au système de placements en rentes, on égorgera la poule aux œufs d'or.

En régularisant les dépôts au trésor, on la rendra féconde.

Je compte, Monsieur, sur votre obligeance, pour donner connaissance de cette lettre au comité qui s'occupe de votre proposition.

Salut et fraternité.

Le Directeur de L'EQUITABLE,  
A. DE MONTY.

AU CITOYEN P. S. PROUDHON, RÉDACTEUR DU Représentant du Peuple :

« Je ne vous connais pas, Monsieur, et pourtant j'éprouve pour vous et vos idées économiques une grande sympathie. Voilà pourquoi je vous adresse ces quelques lignes, écrites à la hâte, et qui n'ont d'autre mérite que d'avoir pour auteur un homme pratique, qui croit apprécier sainement la situation.

Il est évident, pour quiconque a examiné à fond la question financière, que l'Etat ne peut faire face aux besoins de toute nature dont il est assailli, et qu'avant quatre mois, il sera forcé de suspendre ses paiements, ni plus ni moins qu'un simple commerçant. Les ressources que s'est créées le Gouvernement depuis trois mois sont insuffisantes et n'ont pas résolu le problème. Tot ou tard, on sera forcé d'en venir au papier-monnaie, et les hommes intelligents n'ont pas attendu jusqu'à ce jour pour comprendre qu'il y a nécessité urgente à suppléer le numéraire. Dans une société bien organisée, qui produit puissamment comme la nôtre, le numéraire est loin d'être d'une utilité absolue. La question, quand on se résout à créer ce qu'on est convenu d'appeler du papier-monnaie, est que l'émission ne dépasse jamais la garantie qui lui est affectée.

Jusqu'à présent, on a supprimé quelques impôts, on a trouvé le moyen d'en décréter d'autres; on a si bien fait, en définitive, que la crise financière a redoublé d'intensité, et que le crédit de l'Etat est à deux doigts de l'abîme. Ce qui prouve que la science financière ne s'improvise pas, que des décrets plus ou moins bien rédigés sont impuissants à ramener la confiance et à produire des richesses, qu'on peut faire des articles dans les journaux sur le budget ou contre le budget, sans posséder les moyens de comprimer le monstre et de faire entrer des écus dans la poche de ceux qui n'en ont pas.

Vous verrez, Monsieur, qu'il ne sortira des élucubrations de l'Assemblée nationale inspirées par les idées eunuques des hommes qui sont au pouvoir, que des décrets bâtarde et sans virilité. Bien des gens s'imaginent que quand la constitution sera faite tout sera dit. Je vous prédis que ces bonnes gens en seront pour leurs illusions, et que la société se remuera à l'étroit dans sa cage, comme par le passé, pareille à un oiseau qu'on a privé de sa liberté. Nous avons eu une vingtaine de constitutions politiques depuis soixante ans, toutes ont vécu ce que vivent les roses, non pas comme le croit M. Emile de Girardin, parce que la France a constamment manqué d'hommes capables qui les missent en œuvre, mais uniquement parce que dans aucune d'elles le problème économique n'avait été résolu. — Il consiste aujourd'hui à organiser le crédit sur des bases démocratiques, à mettre cet instrument de production à la portée de tout le monde, et quand il sera ainsi organisé, nous verrons après ce que deviendra ce grand mot : l'organisation du travail.

Or, Monsieur, le crédit démocratique ne peut être fondé qu'au moyen d'un papier-monnaie. Jamais le numéraire ne pourra jouer le rôle destiné à ce redoutable rival, par la raison qu'il est en insuffisante quantité et trop craintif. Dans une société de travailleurs comme la nôtre, d'où disparaissent à chaque instant les grandes fortunes et l'oisiveté, ce n'est pas deux milliards de capital circulant qu'il nous faut, c'est vingt milliards. Il viendra un jour où le commerce sera convaincu qu'il peut fort bien se livrer à toutes ses évolutions sans espèces sonnantes. Ce jour-là, et il n'est pas éloigné, l'argent sera expulsé du commerce. Pourvu que le papier, admis comme signe d'échange, ait une valeur réelle et garantie, le négociant sera satisfait. Ne marchons-nous pas d'ailleurs à ce résultat depuis que les billets de la Banque de France ont un cours forcé et que le remboursement en espèces est devenu un mythe? On n'en a pas moins confiance en la Banque, bien que l'on sache que les garanties affectées à son papier-monnaie ne consistent pas en 350 millions de numéraire, mais pour la grande partie en billets en portefeuille et autres valeurs échangées?

Ceci prouve que nous sommes mûrs pour la création d'un papier-monnaie qui satisfasse à tous les besoins nouveaux de la société. Je le répète, nous sommes à l'étroit faute d'un nouvel agent de circulation, d'un signe ou d'une représentation suffisante de la richesse et de la production sociales. Ce signe, il faut le créer et affranchir ainsi le travail de la tyrannie du capital.

Si nos récents hommes d'Etat s'étaient bien rendu compte de la portée sociale de la révolution de Février, ils n'auraient pas attendu l'initiative que leur donnent, de tous les bouts de la France, les faiseurs de projets; ce qui prouve, pour le dire en passant, que la nécessité d'un nouvel agent de circulation est généralement sentie. Ils avaient une occasion magnifique de doter la démocratie française des instruments de travail qui lui manquent; ils n'ont su faire qu'une chose : laisser échapper l'occasion, sans se douter que l'audace, en matière économique, comme en matière révolutionnaire, est souvent du génie.

Le génie consistant, pour le moment, à démocratiser le crédit, on ne peut y arriver que par la création d'une vaste institution nationale, ayant un capital de garantie considérable. Notez, Monsieur, que je ne dis pas capital social, parce qu'on entend habituellement par ces mots une somme en numéraire. Une institution comme celle dont je parle ne peut reposer sur le métal, base trop étroite et parfois chimérique, comme les porteurs de billets de la Banque de France en ont déjà fait l'expérience. Et puisque je parle encore de cet établissement, qu'il me soit permis de répéter que le portefeuille de la Banque est le véritable gage de ces billets. Ces billets étant dès lors et uniquement des moyens d'échanger des produits, le problème est résolu. Il s'agit d'organiser une institution nationale qui puisse émettre des billets en aussi grande quantité que les produits et valeurs de toute nature par elle possédés, sans que jamais ces billets puissent être remboursés en espèces. Le projet, Monsieur, d'une grande Banque nationale à la garantie de laquelle on affecterait les canaux, les chemins de fer, les biens de l'ancienne liste civile qui revien-

dront à l'Etat, ceux du domaine public, etc., etc., a déjà plusieurs fois été agité. Croyez que sa réalisation serait une bonne chose, à la condition toutefois que la quantité des billets que la Banque nationale émettrait, ne dépasserait jamais la garantie qui lui serait affectée. Est-ce que le besoin d'un vaste établissement de crédit n'est pas senti par tout le monde? Et qui ne reconnaît que le principe organique de la Banque de M. d'Argout, est mauvais? S'il n'est plus en rapport avec les idées et les besoins nouveaux, hâtons-nous donc de le changer et d'élargir le cadre dans lequel il fonctionne.

Les avantages qui résulteraient de la création d'une vaste institution nationale de crédit sont considérables. Permettez-moi d'en énumérer quelques uns.

La dette de l'Etat en rentes s'élève aujourd'hui à 250 millions. Quand il serait prudent de chercher les moyens de la diminuer, partant de diminuer les impôts, nos hommes d'Etat ne semblent tourmentés que du désir de l'augmenter. Ainsi, il est question de racheter des chemins de fer : vite, de la rente aux porteurs d'actions, et comme le paiement en rentes est coûteux, le projet d'expropriation a révolté tout le monde par sa lésinerie et ses iniquités. La création d'une Banque nationale eût permis de désintéresser équitablement les porteurs d'actions au moyen des billets de cette Banque, et tout le monde y aurait gagné.

On parle beaucoup de la création de bons hypothécaires, et il paraît même qu'un projet est sur le point d'être présenté sur cet objet à l'Assemblée nationale. On va donc élever autel contre autel, avoir deux établissements de Banque, deux sortes de papier? Et si l'un est préféré du public, que deviendra l'autre? N'est-il pas plus simple qu'une seule et même institution soit autorisée à échanger ses contrats hypothécaires contre des billets par elle émis, et à augmenter par ce moyen son capital de garantie au fur et à mesure de ses opérations?

Enfin, puisqu'on a fusionné les Banques départementales dans la Banque de France, ne voit-on pas que l'établissement d'un grand centre financier entraînerait des réformes productives, par exemple, en donnant à lui et à des succursales créées dans tous les chefs-lieux, les attributions des receveurs particuliers et généraux?

Mais le principal avantage de ce plan serait de mettre de suite à la disposition des travailleurs un ou deux milliards. Que voulez-vous que fassent les porteurs des billets qu'ils recevraient en échange de leurs actions et titres divers, sinon que de les utiliser au profit de l'agriculture, du commerce et de l'industrie? Les bienfaits qui résulteraient pour la société de la création, jusqu'à concurrence de deux ou trois milliards, d'une valeur réelle représentant une partie de la fortune publique, sont incalculables. Une impulsion immense serait donnée au travail, affranchi désormais de la tyrannie du capital, et trouvant à bon marché les instruments dont il aurait besoin; et c'est là peut-être la raison qui fait que ce vaste projet d'une Banque nationale n'a pas encore chance de se réaliser.

#### Bourse.

La bourse s'est ressentie depuis quelques jours des émotions produites par les coups d'état du pouvoir exécutif au sujet des lettres de L. Napoléon Bonaparte.

Les actions de chemins de fer étaient un peu en baisse. Il y avait des offres sur presque toutes lignes.

La rente 3 p. 0/0, qui avait fermé à 46 50, a ouvert à 46 25; elle a varié de 46 25 à 45 75; elle reste à 46.

La rente 5 0/0 qui était hier à 68 75, a ouvert à 68 75; elle a varié de 68 25 à 69; elle ferme à 68 75.

L'emprunt romain a monté de 1/2 à 60. Le 4 1/2 0/0 Belge était à 60 1/2. Les actions du Nord de 358 75 à 360; Strasbourg était à 358 75; Lyon de 312 50 à 313 75; Nantes de 345 à 343 75; Orléans de 580 à 577 50; Rouen à 412 50; le Havre à 205; Marseille de 220 à 225; Vierzon de 263 75 à 260; Bordeaux était à 397 50; Bâle à 82 50; Versailles (rive droite) à 120, la gauche à 100.

Le Directeur, A. LAMARTINIÈRE.

DE L'ASSURANCE MUTUELLE EN CAS DE MORT

OU DE LA

CONSTITUTION DE L'HÉRITAGE

PAR LA MUTUALITÉ,

Plan d'un établissement spécial,

Par M. A. de MONTY.

Prix, 5 fr.

En vente à l'Équitable, rue Louis-le-Grand, 23.

Imprimerie MAULDE et RENOU, rue Bailleul, 9 et 11.

## LA PROVIDENCE DES ENFANTS,

ASSOCIATION DES PÈRES DE FAMILLE,

Autorisée par Ordonnance en date du 1<sup>er</sup> décembre 1844.

Place de la Madeleine, 6.

Cet établissement d'Assurances mutuelles sur la Vie est le seul qui s'occupe d'une manière spéciale de l'avenir des Enfants. — Les fonds placés sur la tête des enfants s'accroissent par la capitalisation des intérêts, par les extinctions et par les décès, au profit des parents dont les enfants assurés survivent à l'expiration de la société. — Les pères de famille trouvent donc dans les placements faits à cette institution des ressources certaines pour la dot et l'établissement de leurs enfants.

## LE PHÉNIX,

COMPAGNIE FRANÇAISE D'ASSURANCES SUR LA VIE.

Assurances en cas de Décès.

La Compagnie du Phénix constitue des assurances en cas de décès, temporaires ou pour la vie entière. Elle garantit, moyennant une faible prime annuelle aux héritiers des assurés, ou aux personnes auxquelles ils s'intéressent, un capital payable à leurs décès, et leur accorde à eux-mêmes une participation de 50 pour cent dans ses bénéfices.

RENTES VIAGÈRES.

ASSOCIATIONS MUTUELLES SUR LA VIE.

Dons des Enfants.

Le Phénix a ouvert, en 1846, quatre sociétés mutuelles d'accroissement du capital, au profit des survivants pour une durée de 8, 12, 16 et 20 ans; son système de mutualité, plus vaste qu'aucun autre, admet à souscripteurs assurés de tous âges, pendant la durée entière de l'association.

Associations sur la Vie,

## LA PRÉVOYANCE

Autorisée par Ordonnances des 28 avril 1820, 20 mars 1821, 19 novembre 1828 et 20 août 1842.

7, RUE SAINTE-CROIX D'ANTIN.

Les opérations faites depuis la fondation de l'établissement jusqu'à l'application de l'ordonnance modificative du

20 août 1842, se sont élevées à 12,012 souscripteurs pour 19,463,300 fr. » c.			
En 1843,	—	3,218	3,148,136
En 1844,	—	10,934	10,005,822
En 1845,	—	12,253	12,024,601
En 1846,	—	13,940	15,148,617
En 1847,	—	13,407	14,016,308
En 1848, janvier seulement	—	1,505	1,517,767